

## ACTUALITÉS

## Charkaoui se dit victime d'un complot

Soupponné d'être un agent à la solde du mouvement al-Qaïda au Canada, Adil Charkaoui a évoqué hier la possibilité qu'il soit la victime d'un complot ourdi par des agents du Service canadien de renseignement de sécurité (SCRS) et le gouvernement marocain.

Après que des avocats du gouvernement fédéral ont nié une information de Radio-Canada selon laquelle les autorités marocaines auraient émis un mandat d'arrêt contre lui, Adil Charkaoui s'est attaqué directement au SCRS. «Le SCRS m'a promis que je ne connaîtrais pas la paix lorsque j'ai refusé de travailler pour lui», a déclaré M. Charkaoui à l'extérieur de la salle d'audience de la Cour fédérale. *«Quelque chose se passe entre le SCRS et la DST [Direction de la sécurité territoriale du Maroc]. C'est une autre affaire à la Maher Arar.»*

Interrogée à ce sujet, une porte-parole du SCRS a déclaré qu'il fallait s'adresser au ministère fédéral de la Sécurité publique et de la Protection civile, mais aucun porte-parole n'a pu être rejoint.

Citoyen canadien d'origine syrienne, Maher Arar avait été intercepté par les autorités américaines lors d'une escale à l'aéroport JFK de New York, en septembre 2002, lorsqu'il rentrait de voyage. Au lieu de le laisser retourner au Canada, les autorités l'avaient expulsé vers la Syrie, où il fut interné et torturé pendant des mois, selon ses dires. Une enquête est en cours à Ottawa pour déterminer le rôle joué par les représentants canadiens dans cette affaire.

De son côté, M. Charkaoui attend que la Cour fédérale se prononce sur la validité du certificat de sécurité qui a permis son internement pendant 21 mois. L'homme de 31 ans, qui a été libéré après paiement d'une caution de 50 000 \$ la semaine dernière, nie catégoriquement toute appartenance à une organisation terroriste.

Toutefois, deux terroristes connus qui sont emprisonnés aux États-Unis, Ahmed Ressaï et Abou Zubaida, un lieutenant d'al-Qaïda, affirment avoir rencontré M. Charkaoui dans un camp d'entraînement de terroristes en Afghanistan, en 1998.

Quant à la nouvelle de Radio-Canada selon laquelle un mandat d'arrêt aurait été lancé contre M. Charkaoui, il s'agit d'une erreur, selon Daniel Roussy, un avocat du gouvernement fédéral. Selon lui, le mandat en question viserait un autre homme également nommé Charkaoui. Outre la caution de 50 000 \$, Charkaoui est tenu par le tribunal de se conformer à plusieurs exigences ayant pour but de le maintenir à vue en tout temps.

Et, pour ajouter à ses nombreux malheurs, Adil Charkaoui a reçu une contravention de la police de Montréal, hier matin, parce qu'il n'avait pas enlevé la neige qui obstruait la lunette arrière de sa minifourgonnette.

Presse canadienne

## JUPPÉ

SUITE DE LA PAGE 1

depuis que cette histoire secoue la communauté universitaire. «Il est possible qu'en droit canadien, la distinction entre crimes et délits n'existe pas. Mais quand même! Je n'avais pas conscience d'être un grand criminel. Un coup sur la tête supplémentaire...»

Rappelons que la Cour d'appel de Versailles a condamné M. Juppé en décembre dernier à 14 mois de prison avec sursis et à un an d'inéligibilité dans l'affaire des emplois fictifs du RPR. En faisant le choix de devenir professeur invité à l'ENAP à Montréal à la prochaine rentrée universitaire, «je pensais échapper à la pression médiatique qui pèse sur moi depuis tant d'années», poursuit l'ancien président de l'UMP (Union pour un mouvement populaire). «C'est raté!»

Le battage médiatique n'a pas cessé en effet depuis que l'ENAP et 80 % des membres de son assemblée professionnelle ont donné leur aval à la venue du politicien. Dans les pages du *Devoir*, des professeurs tels Gérard Bouchard, de l'Université du Québec à Chicoutimi, ou Guy Rocher, de l'Université de Montréal, ont participé entre autres à la cavale et dénoncé cette venue qu'ils jugent incompatible avec la condamnation dont M. Juppé est l'objet. D'autres, au contraire, appuient sans réserve cette invitation.

Alors que les quotidiens français font écho à la réaction de la communauté universitaire québécoise, M. Juppé s'ouvre aussi sur l'histoire de sa décision de venir au Québec, un véritable choix qu'il aurait fait et non pas une option par défaut, comme l'auraient laissé entendre ceux qui racontent qu'il a «choisi le Québec par défaut, après avoir été rejeté par deux universités aux États-Unis».

«Les bras m'en tombent!», lance-t-il, avant de donner sa propre version des faits: il a «pris contact» avec une université new-yorkaise il y a plus d'un an; celle-ci s'est «déclarée intéressée», mais il n'a jamais donné suite à cet intérêt puisqu'il a «donné la préférence au Québec», question de sujets de recherche mais aussi de «proximité affective».

L'ensemble de ce débat, qui doit encore faire l'objet d'un vote de l'assemblée étudiante de l'ENAP demain, n'est pas affaire de raison mais de cœur, croit le politicien. «Je vois bien qu'il ne s'agit pas d'argumenter en raison. La passion — et la plus terrible de toutes les passions: la passion politique — s'y est mise.»

L'histoire, qui continue en effet de susciter les passions, comme en fait foi le nombre de lettres reçues au *Devoir*, désole le politicien, qui ne précise pas dans son envolée s'il maintient ou annule son passage au Québec. «J'avais pourtant le sentiment qu'à 59 ans, je pouvais encore échapper à la casse et servir, quelque part, ce qui a toujours été ma vocation: l'intérêt général», écrit M. Juppé. *«Peut-être me suis-je trompé et n'ai-je mérité qu'une forme d'opprobre universel.»*

Le Devoir

## LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333 Extérieur de Montréal 1-800-463-7519 (sans frais)

Le *Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québec World, St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Québec Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division de Corporation Sun Media, 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal. Bibliothèque nationale du Québec.

## McKENNA «La question est: que pouvons-nous faire de plus?»

SUITE DE LA PAGE 1

promettent de ne placer aucun intercepteur de missile en sol canadien. Frank McKenna a précisé que le gouvernement du Canada «n'a pas encore pris sa décision» et que le Parlement «devra aussi se prononcer» sur le projet.

Toutefois, l'ambassadeur n'y est pas allé par quatre chemins pour souligner la participation déjà énorme du Canada au projet. Selon lui, Ottawa a déjà fait tellement de concessions qu'il est difficile de voir ce que les Américains attendent encore comme signal. «Je ne vois pas exactement ce que les États-Unis veulent vraiment de nous avec ce bouclier actuellement. Ce n'est pas clair pour moi», a-t-il dit.

Frank McKenna juge que les modifications apportées en août dernier au Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD), afin que l'organisme dirigé par les deux pays puisse contribuer au fonctionnement du bouclier, permettent de dire que le Canada fait partie du projet. Le NORAD peut maintenant fournir des renseignements à la Missile Defense Agency, l'organisme responsable de la mise en place du bouclier.

«Je pense que nous avons donné l'essentiel de ce que voulaient les Américains, qui était d'utiliser le NORAD et ses informations pour détecter les missiles», a dit M. McKenna devant le comité. Washington a aujourd'hui tout ce qu'il faut pour exploiter «un système de défense antimissile modeste», a-t-il dit.

Questionné par les journalistes à sa sortie du comité, Frank McKenna a poussé ses affirmations un cran plus loin. «Est-ce que nous faisons partie du programme antimissile?», lui a demandé un reporter. «Nous en faisons partie, a-t-il tranché. Nous en faisons partie maintenant et la question est: que pouvons-nous faire de plus?»

Lors de la visite du président américain à Ottawa en décembre dernier, George W. Bush avait placé Paul Martin dans l'embarras à deux reprises en évoquant le bouclier antimissile. Il demandait alors au Canada de s'engager aux côtés des États-Unis pour protéger le continent à l'aide de ce bouclier.

À propos de ces discours, Frank McKenna s'est interrogé sur ce que les États-Unis voulaient de plus, compte tenu de la forte participation canadienne. «Qu'est-ce que signer [un accord] veut dire? On ne peut pas être plus clair que ça», a-t-il dit.

## Bill Graham sur la sellette

Les déclarations de Frank McKenna ont enflammé les partis d'opposition, qui ont talonné le ministre de la Défense durant presque toute la période de questions hier. En l'absence de Paul Martin, actuellement au sommet de l'OTAN à Bruxelles, c'est Bill Graham qui a essuyé le feu nourri de ses adversaires politiques.

Le ministre a tenté de minimiser la portée des propos du nouvel ambassadeur canadien, soutenant que



JIM YOUNG REUTERS

Le ministre de la Défense, Bill Graham, a dû encore une fois, hier, affronter le feu nourri de l'opposition à propos du bouclier antimissile.

M. McKenna n'a pas contredit la position du gouvernement, puisqu'il parlait seulement de la modification du NORAD, un fait connu.

Le chef conservateur, Stephen Harper, a plutôt soutenu que le gouvernement avait déjà décidé de participer au bouclier cet été et que les modifications au NORAD représentaient la vraie décision, contrairement à ce que les libéraux prétendent. «Pourquoi le gouvernement a-t-il brisé sa promesse de rendre publics les détails du projet et d'avoir un vote au Parlement avant d'y participer?», a lancé M. Harper. «J'assure la Chambre qu'aucune décision n'a été prise», a répliqué Bill Graham.

Assailli de questions à sa sortie de la Chambre, Bill Graham a rappelé que Frank McKenna avait aus-

## Martin aurait décidé de reculer

Ottawa — Le premier ministre Paul Martin a l'intention d'annoncer demain, à la Chambre des communes, que le Canada ne participera pas au programme de défense antimissile des États-Unis, a indiqué Radio-Canada hier soir.

Selon la télévision publique, M. Martin aurait décidé de mettre fin aux hésitations et de reculer devant les pressions de son propre parti: une majorité de libéraux s'opposerait en effet au plan américain en vue de protéger le continent contre les attaques de missiles balistiques.

Le «non» du premier ministre serait ferme, mais peut-être pas définitif, a cependant révélé à la Presse canadienne un haut fonctionnaire fédéral qui a refusé l'anonymat. «C'est un non ferme. Je ne suis pas sûr qu'il s'agisse d'un non définitif.»

Toujours selon la PC, le gouvernement américain a été informé de la décision canadienne au sommet de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) à Bruxelles, hier, auxquels participaient le premier ministre et le président George W. Bush. Les diplomates des deux capitales ont fait circuler l'information.

si dit que c'était au gouvernement de prendre une décision dans ce dossier, ce qui signifie selon lui que tout n'est pas joué.

«Il faut que le public canadien comprenne très bien qu'on collabore avec les Américains dans la reconnaissance des menaces qui planent sur l'Amérique du Nord et c'est ce que nous faisons avec le NORAD, a-t-il souligné. Mais modifier le NORAD ne signifie pas une participation au bouclier antimissile, qui, lui, est un système de déploiement de missiles. Nous n'en faisons pas partie.»

Le ministre en veut pour preuve la visite du président Bush en décembre dernier. «George W. Bush lui-même nous a demandé de participer au système. Ça prouve que nous n'en faisons pas partie, selon les Américains», a-t-il dit.

Des propos qui n'ont pas rassuré l'opposition. Gilles Duceppe estime que «c'est la confusion la plus totale» dans ce dossier. Une confusion alimentée par les tergiversations des libéraux, a souligné le chef bloquéiste. Jack Layton, quant à lui, s'inquiète des déclarations de Frank McKenna. «Peut-être que c'est M. McKenna qui dit la vérité [et non pas Paul Martin]? Si c'est le cas, nous avons un grand problème, car Paul Martin n'aurait pas dit la vérité aux Canadiens. Ça nécessite une clarification immédiate du gouvernement», a affirmé le chef du NPD. Le bureau du premier ministre est resté muet hier et n'a pas retourné les appels du *Devoir*.

Le Devoir

«[Les Américains] ont été prévenus que nous ne participerons pas», a ajouté la même source.

Si Frank McKenna, le nouvel ambassadeur du Canada à Washington, affirme que le Canada fait déjà partie du projet américain de bouclier antimissile, il semble que tous les libéraux ne soient pas de cet avis.

Un projet de résolution sur le bouclier antimissile doit d'ailleurs faire l'objet d'un vote lors du congrès politique libéral qui se tiendra du 3 au 6 mars.

La proposition suggère de rejeter tout projet d'adhésion au programme américain de défense antimissile.

Paul Martin avait à plusieurs reprises manifesté son appui au projet américain durant la course à la direction du PLC, mais avait commencé à louvoyer durant la campagne électorale de juin 2004. Pour séduire l'électorat de gauche tenté par le Nouveau Parti démocratique au Canada anglais et par le Bloc québécois au Québec, il avait alors déclaré qu'il ne cautionnerait pas le bouclier s'il se traduisait par la militarisation de l'espace.

Presse canadienne

## GOODALE

SUITE DE LA PAGE 1

(dont une portion d'anciens fonds non utilisés), de 700 millions pour les personnes âgées, de 300 millions pour l'assurance emploi, de milliards en économies destinées à financer de nouveaux programmes, de la création d'un guichet unique pour les services fédéraux... Et c'est sans compter les rappels attendus de l'entente sur la santé (41,3 milliards sur dix ans) et de la réforme de la péréquation (33,4 milliards sur dix ans).

Les chiffres sont impressionnants, mais il y a une astuce. Presque toutes les grandes dépenses seront étalées sur une période de cinq ans, ce qui permettra d'attendre deux ou trois ans avant de commencer à faire les déboursés les plus importants. Pour se justifier, M. Goodale soutient que la marge de manœuvre d'Ottawa sera très mince au cours des deux prochaines années. C'est bien pratique pour calmer les attentes, mais encore faut-il le croire.

C'est le même homme qui disait, en mars dernier, que l'exercice financier qui s'échouait quelques semaines plus tard se conclurait par un surplus de 1,9 milliard. Moins de six mois plus tard, on apprenait que le surplus de l'année 2003-04 atteignait 9,1 milliards.

Toujours en mars 2004, il ne prévoyait aucun surplus pour l'année qui allait se terminer le 31 mars 2005. Pour arriver à ce chiffre, il passait sous silence son éternel cousin de trois milliards issu de la réserve pour éventualités et une mesure de prudence d'un milliard. Car là se trouve une autre astuce du gouvernement fédéral. En ne comptabilisant pas sa réserve ni ses mesures de prudence, le gouvernement minimise son surplus. Ces réserves sont un excédent qu'Ottawa a simplement décidé, sans autre forme de procès, d'utiliser pour réduire la dette.

En novembre, M. Goodale a revu à la hausse ses prévisions pour 2004-05. Le surplus devrait, disait-il,

atteindre 5,9 milliards, une fois payés les engagements pour la santé et la péréquation. Mais une fois la réserve prise en considération, on arrive à un surplus de 8,9 milliards. Même stratagème pour les années suivantes. Pour 2005-06, il ne prévoyait qu'un maigre montant de 500 millions. Avec la réserve et les mesures de prudence, on arrive à la somme plus rondelette de 4,5 milliards. En 2006-07, on passe, de la même manière, d'une modeste somme de 900 millions à un surplus de 5,9 milliards.

Rien ne dit, si on se fie au passé, que ça s'arrêtera là. Ottawa a perdu presque toute crédibilité en matière de surplus. Au point où les partis d'opposition ont profité de la situation minoritaire du gouvernement Martin pour exiger, par le biais du comité des finances, la production de prévisions indépendantes qui permettraient de contester les chiffres de M. Goodale. Trois prévisionnistes ont été retenus et ils n'ont pas réuni de consensus.

Les premiers résultats ont été rendus publics hier. Global Insight, qui fait partie de la vingtaine de firmes consultées chaque année par le ministre des Finances, en est arrivé à des conclusions proches de celles du ministère. Mais, pour ce faire, l'organisme a adopté des hypothèses économiques et fiscales beaucoup plus pessimistes que celles du gouvernement et des autres groupes. On peut en déduire que, si Global Insight avait utilisé les mêmes données qu'Ottawa, il en serait arrivé à des surplus plus généreux.

L'année 2004-05 arrivant à terme, toutes les prévisions de surplus se rapprochent de celles d'Ottawa, soit 8,1 milliards pour Global Insight, 9,3 milliards pour le Conference Board et 8,7 milliards pour le Centre canadien de politiques alternatives (CCPA). Des écarts se creusent par la suite et, si on se fie au Conference Board et au CCPA, on peut s'attendre à une cagnotte bien garnie à Ottawa. Les deux groupes prévoient respectivement, pour 2005-06, des surplus de 7,6 milliards et de 11,4 milliards et, pour l'année suivante, de 8,8 milliards et de 13,1 milliards. Le CCPA est le plus généreux, mais il est aussi celui

qui, au cours des 10 dernières années, a visé le plus souvent juste en matière de surplus.

Jim Stanford, qui a réalisé l'étude du CCPA, a fait remarquer que les prévisions macro-économiques (croissance, inflation, chômage) du gouvernement, qui reposent sur un consensus des prévisionnistes privés, étaient généralement assez justes. Le problème est qu'Ottawa sous-estime toujours ses revenus et surestime les coûts d'intérêts sur sa dette, ce qui mène automatiquement à des prévisions beaucoup plus pessimistes que nécessaires, et ce, chaque année.

Ce jeu de cache-cache nuit au débat démocratique, comme s'en sont encore plaints les partis d'opposition hier, mais le procédé sert les intérêts du gouvernement de différentes manières. Il lui permet de se lancer dans des dépenses inattendues en toute fin d'année, comme il l'a fait avec l'entente sur les revenus pétroliers extra-côtiers conclue avec la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve (3,7 milliards au total, dont 2,83 milliards seront versés avant le 31 mars). Selon une fuite pré-budgétaire, le gouvernement se préparerait aussi à utiliser une partie du surplus de l'année qui s'achève pour financer son fonds pour les garderies.

En ne dévoilant qu'une portion de l'excédent qu'il prévoit pour l'année à venir, Ottawa peut par ailleurs prétendre ne pas rouler sur l'or et, du coup, résister aux demandes immédiates des provinces, des villes, des universités, des militaires et ainsi de suite. Ça aide, en cette ère post-commandites, à projeter une image de bon gestionnaire.

Pour un gouvernement minoritaire, il y a un double avantage à garder l'Eldorado pour plus tard sans pour autant retarder complètement la mise en œuvre des engagements déjà pris. On peut donner suite à la dernière campagne électorale tout en préparant la prochaine. Une exigence dont l'équipe Martin ne peut faire fi puisque le sort du gouvernement reposera, à partir de ce soir, entre les mains de l'opposition.

mccornellier@ledevoir.com

## ANGLAIS

SUITE DE LA PAGE 1

Michigan et la New York Public Library. À Stanford, où est né Google, on compte bientôt numériser 50 000 pages par jour. Seuls les livres qui ont plus de 70 ans (libres de droits) sont visés. Les coûts devraient se situer aux environs de 200 millions de dollars. Mais Google compte sur les revenus publicitaires pour financer l'opération.

«Contrairement aux procédures classiques de numérisation que nous menions, l'approche de Google constitue un travail en masse», a déclaré un représentant de l'université Harvard. Bref, le grand rêve de la bibliothèque universelle accessible de tous les coins du monde serait sur le point de voir le jour. Sauf qu'elle risque de parler... anglais!

À côté de cet effort, les 1500 livres (et 29 000 images) numérisés par la Bibliothèque nationale du Québec ne représentent évidemment qu'une goutte d'eau. Même les 76 000 ouvrages (et 80 000 images) de Gallica, le fonds d'ouvrages numérisés de la BNF, ne fait pas les poids. Il représente pourtant aujourd'hui encore un des plus grands fonds de livres numérisés au monde. Mais pas pour longtemps, dit Hervé le Crosnier, maître de conférences à l'Université de Caen.

«Il faut absolument numériser. Cela ne fait plus de doute: nos enfants auront un accès prioritaire à la culture par l'entremise des réseaux informatiques. Il y aura toujours des livres et des disques, je n'en doute pas. Mais l'accès et la transmission se feront par Internet. Ce qui n'est pas sur Google n'existe pas.»

Ce qu'entend défendre Jean-Noël Jeanneney, c'est le regard français et européen sur le passé. Voilà pourquoi il appelle l'Europe et le gouvernement français à «une décision politique sans délai». L'Union européenne en particulier devrait se sentir interpellée, dit-il. Pour Lise Bissonnette, la Franco-phonie devrait elle aussi se sentir concernée et travailler à combler le retard des pays francophones dans ce domaine.

Pour l'instant, l'Europe brille plutôt par son absence dans ce dossier. Il y a bien un portail européen embryonnaire, The European Library ([www.europeanlibrary.org](http://www.europeanlibrary.org)). Fondé il y a deux ans, il regroupe les bibliothèques patrimoniales de neuf pays européens mais ne jouit d'aucun financement conséquent. La BNF a entrepris de numériser les journaux français publiés entre 1814 et 1944, soit 3,2 millions de pages. Comme la BNQ, d'ailleurs. Mais les quelques centaines de milliers de dollars consacrés annuellement à cette tâche ne peuvent pas se comparer aux millions que devrait bientôt mobiliser Google (dont la seule capitalisation boursière atteint les 80 millions de dollars).

Pour plusieurs, l'entreprise privée européenne devrait participer à l'effort. Certains appellent même à la création d'un portail européen capable de concurrencer Google. Pour d'autres, le défi est ailleurs. «Il ne s'agit pas de préserver seulement la diversité culturelle mais une certaine organisation du savoir, dit Hervé le Crosnier. Internet ne fait que mettre bout à bout des morceaux de savoir, sans au-

cune démarche que la recherche par mots clés. Il ne les organise pas. Ça, c'est la fonction des bibliothèques, qui retrouvent ici un rôle essentiel.»

Hervé le Crosnier en appelle à la création d'un «mouvement des non-alignés de la connaissance». Il ne s'inquiète pas d'abord que Google soit une entreprise américaine. Ce qui l'inquiète surtout, c'est qu'elle risque de numériser les œuvres qui permettent de vendre de la publicité. «Or ce qui ne sera pas numérisé va disparaître. On pourra toujours se le procurer, mais ça ne fera pas partie de ce qui est présent à l'esprit des gens.»

Aujourd'hui, Google nous impose sa publicité, dit Lise Bissonnette. Mais «rien ne dit qu'un jour, il ne faudra pas payer à l'entrée. Or l'essence d'une bibliothèque patrimoniale, c'est la gratuité. Et si Google fait faillite, à qui appartiendra le patrimoine numérisé?»

Pour l'instant, en France comme en Europe, les appels du président de la BNF sont demeurés sans réponse. Après les bibliothèques anglo-saxonnes, «la deuxième série de bibliothèques convoitées par le marketing sera hispanique», a écrit l'écrivain Lucien X. Polastron dans le journal *Le Monde*. «Nous risquons donc de nous retrouver bien seuls dans une galère ensablée.»

Devant le silence des hommes politiques, les gardiens du patrimoine se consolent en se disant qu'après des années de dénigrement, on vient enfin de reconnaître leur rôle. «On est revenu au modèle de la bibliothèque de l'Alexandrie et de Ptolémée, dit Lise Bissonnette. Le rôle de la bibliothèque, c'a toujours été de mettre de l'ordre dans le chaos.»

# Un séisme fait au moins 420 morts en Iran

Sarbagh, Iran — Un puissant séisme a frappé hier le centre de l'Iran et rasé totalement plusieurs villages, faisant au moins 420 morts et 900 blessés. Les rescapés fouillaient frénétiquement les décombres à la recherche de leurs proches disparus sous une pluie glaciale.

Ce bilan risquait encore de s'alourdir, le décompte des victimes dans les trois villages les plus isolés dans la montagne n'étant pas encore achevé. Outre les 420 morts et 900 blessés, quelque 30 000 personnes étaient affectées par ce tremblement de terre, avec de nombreux sans-abri, a précisé Mohammad Javad Fadaei, gouverneur adjoint de la province de Kerman.

La secousse, d'une magnitude préliminaire de 6,4 a frappé la province montagneuse de Kerman à 5h55 locales. L'épicentre était situé non loin de la ville de Zaranj, qui compte quelque 15 000 habitants à 960 km au sud-est de Téhéran. Au moins 40 villages, soit une population totale de 30 000 personnes, ont été touchés.

La télévision publique iranienne montrait des images des survivants se frappant le visage en signe de détresse, devant les cadavres recouverts de couvertures de leurs

proches. De fortes pluies compliquaient les secours et l'on s'attendait à ce que le froid s'aggrave après la tombée de la nuit, alors que les responsables tentaient d'évacuer les rescapés vers les villes et villages voisins.

Le Croissant-Rouge iranien a décliné l'aide internationale, précisant que 1 500 de ses employés avaient réussi à atteindre tous les villages touchés, accompagnés de chiens d'avalanche et d'équipes de secours en montagne.

Les opérations de sauvetage semblaient se dérouler sans encombre, les Iraniens bénéficiant en effet de l'expérience acquise en la matière lors du séisme dévastateur de magnitude 6,6, qui avait réduit en poussière la cité historique de Bam, à 250 km de là, en décembre 2003, tuant plus de 26 000 personnes.

Hier, les dégâts ont été limités par le fait que la région touchée n'est pas très peuplée et que la secousse a eu lieu à une profondeur bien plus importante que celle de Bam, 43 kilomètres sous terre au lieu de dix. Situé à la rencontre de plusieurs plaques tectoniques, l'Iran connaît au moins un léger séisme par jour.

Associated Press

# La pression se maintient sur le gouvernement libanais

## L'opposition veut déposer une motion de censure

Beyrouth — Des députés d'opposition libanais, tablant sur l'indignation suscitée par l'assassinat de Rafic Hariri, ancien premier ministre, ont fait savoir hier qu'ils déposeraient la semaine prochaine une motion de censure contre le gouvernement soutenu par la Syrie.

L'opposition a mis en cause Damas dans l'assassinat d'Hariri, réclamant la fin de l'emprise politique et militaire de la Syrie sur le Liban et la démission de hauts responsables syriens.

Le gouvernement jouit cependant d'une confortable majorité au sein du Parlement de 128 membres et il est peu probable que la motion de censure soit adoptée, en dépit des manifestations sans précédent qui se sont multipliées depuis la mort d'Hariri, le 14 février.

Des milliers de Libanais ont manifesté lundi à Beyrouth en réclamant la démission du gouvernement et le retrait des 14 000 militaires syriens déployés au Liban. Dans la soirée, les présidents français et américain ont accentué la pression en publiant à Bruxelles un communiqué commun appelant à un « Liban souverain, indépendant et démocratique » et « sans ingérence extérieure ».

Jacques Chirac et George Bush ont condamné l'assassinat d'Hariri. Ils n'ont pas mis en cause la Syrie mais ont réclamé une enquête des Nations unies sur l'attentat qui a coûté la vie à l'ancien premier ministre. L'Union européenne a elle aussi demandé une enquête internationale et a affirmé son soutien à la résolution des Nations unies exigeant le retrait de la Syrie du pays des cédés.

En revanche, le prince Saoud al-Fayçal, ministre saoudien des Affaires étrangères, a jugé prématurés les appels à une enquête internationale.

La Syrie a laissé entendre lundi qu'elle entamerait bientôt le retrait d'une partie de ses forces du Liban, conformément à l'accord de Taëf qui a mis fin à la guerre civile de 1975-1990 au Liban.

Hariri, qui détenait la nationalité saoudienne, entretenait des liens commerciaux, politiques et personnels étroits avec la famille royale saoudienne. Pendant la plus grande partie de sa vie politique, il a aussi été un allié de la Syrie, jusqu'à sa démission en octobre dernier, après les pressions exercées par Damas pour prolonger le mandat du président Émile Lahoud, son rival.

Le président du Parlement, Nabih Berri, a accepté lundi, à la demande de l'opposition, de tenir une séance spéciale le 28 février pour interroger le gouvernement sur l'attentat qui, selon un nouveau bilan, a fait 18 morts, un disparu et plus de 135 blessés. Il a promis que cette séance marquerait « le début d'un véritable dialogue » entre le gouvernement et l'opposition, mais cette dernière veut discuter directement avec la Syrie, pas avec ses alliés libanais.

Des élus de l'opposition ont demandé que, tant que les autorités n'auront pas identifié l'assassin d'Hariri, le Parlement suspende un débat sur une loi électorale en préparation pour les élections prévues en mai.

Reuters et Agence France-Presse

# KOREÏ

SUITE DE LA PAGE B 1

Abbas et la nouvelle génération d'élus réformistes du Fatah ont fait pression sur Qoreï afin qu'il écarte certains membres de la vieille garde d'Arafat et qu'il prenne dans son équipe de nouvelles figures susceptibles de lutter contre la corruption et la mauvaise gestion.

A Gaza, les Brigades des martyrs al-Aqsa, bras armé du Fatah, ont exhorté Mahmoud Abbas à limoger Ahmed Qoreï, nommé à son poste par Arafat en 2003.

Le nouveau président palestinien fait l'objet de pressions des États-Unis et d'autres donateurs internationaux en faveur d'une restructuration de ses forces de sécurité, souvent en concurrence, et d'une purge de son gouvernement.

Le président palestinien a réitéré son engagement à engager des réformes et à rechercher la coexistence entre Israël et un futur État palestinien « sans violence, occupation et colonies ».

Mahmoud Abbas a également indiqué qu'il faisait de la libération de tous les Palestiniens détenus en Israël « la première de nos priorités ». Israël refuse de libérer les détenus « ayant du sang sur les mains ».

Reuters

# LES PETITES ANNONCES

**I · O · N · D · E · X**  
REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES

100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL  
100 • 150 Achat-vente-échange  
180 • 199 Location

200 • 299 IMMOBILIER COMMERCIAL  
200 • 250 Achat-vente-échange  
251 • 299 Location

300 • 399 MARCHANDISES

400 • 499 OFFRES D'EMPLOI

500 • 599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES

600 • 699 VÉHICULES

**LES PETITES ANNONCES**

**DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H30 À 17H00**

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14h30 pour l'édition du lendemain.

Téléphone: **985-3322**  
Télécopieur: **985-3340**

Conditions de paiement: cartes de crédit

AMERICAN EXPRESS    MASTERCARD    VISA

**170**  
**HORS FRONTIÈRES À LOUER**

PARIS Xle - métro St-Maur  
Studio sur jardin, calme, ensoleillé, tr. propre, bain & douche, cuisine séparée, tout fourni. Ascenseur. Février - Photos. 514-738-4370

SAINT-CHINIAN Sud France  
Charmante maison de village: 2 ch. 2 sdb, terrasse. Entourée d'histoire; pr. Méditerranée et Espagne. Sem. mois. lagere@sympatico.ca

**175**  
**MAISONS DE CAMPAGNE À LOUER**

BORD LAC LOVERING (Megog)  
Maison de luxe, 3 ch., 3 s/bain, foyer. Tranquillité. Congé scolaire / été. (514) 279-4933 / 571-4166

GASPÉSIE - NEWPORT  
Bord mer 3 c.c. Sem 418-653-5583  
http://pages.vidotron.com/uidgi

GASPÉSIE, Parc Forillon  
Très jolie maison, paisible. Vue panoramique sur montagne et baie de Gaspé. 418-692-5449

KAMOURASKA Maison ancestrale sur le fleuve, 5 ch., salon double, s'manger, solarium, s/éjour, 6 électros, literie, Jardin, tennis. Loc. mois/saison. 514-738-3421

ORFOND-SUR-LE-LAC  
RELACHE SCOLAIRE. Superbe maison, 3 cdc, vue sur montagne. 950 \$/sem. (t. inc.). 514-943-2025

**176**  
**CHALET À LOUER**

BRÉBEUF - LAURENTIDES  
10 min. de St-Jovite, chalet coquet inondé de lumière, lieu paisible. 3 c.c., lav. séch., lave-vaiss. Accès magnifique à plage sable fin au bord de la Rivière Rouge. Non-fum. Pas d'animaux. Dépôt ménage. 27 mai au 9 oct. 4500\$ + électricité et chauffage. 514-336-6453

ILES-DE-LA-MADELEINE  
Bord de la mer, chalets à louer. À la sem. meublés, 5 min. plage. 450\$/sem. juillet/août. Spécial: mai/juin/sept. 350\$/sem. 418-866-2207 / 418-896-5105

JOLIETTE (Près de)  
Domaine privé bordé par lac Priscault, classe 4 étoiles, tout équipé, 12 c.a.c. et s.d.b., foyer, piano. Week-end 1 200 \$. 2 nuitées semaine 1 000 \$. Ski alpin, de fond et toboggans à proximité. Pour fêtes ou affaires. www.aubergejeanypot.com

**251**  
**BUREAUX À LOUER**

Cabinet c.a. rech. professionnel pour partager espace prestigieux situé à Taton/Langelier. Salle conférence + stat. int. incl. 254-9243

OUTREMONT  
1175 Bernard ouest - 1430 p.c. Occupation imm. (514) 894-7482

VIEUX-MONTREAL  
Vue fleuve et pont J. Cartier. Pr. métro Pl. d'Armes. Meublé avec/sans services. Idéal avocat. (514) 282-8889

**301**  
**ŒUVRES D'ART**

ACHETERAIS  
La petite poule d'eau de Jean-Paul Lemieux, tableaux de Claude Carrette, Soulikias, Piché, Suzanne Bergeron, Lorne Bouchard, L'Archevêque, Ron Jamieson, Jacquot, etc. Achèterais aussi petit piano à queue. Écrire à: La Devoir, dossier 547 2050 De Bleury, MtL, H3A 3M9

Tapiserie murale 130X185 cm (d'après carton de Boucher, Heullin) 2 800 \$  
Futur style «Louis XV» fait en Italie 900 \$  
Commode galbée, 2 tiroirs, style «Louis XV» 800 \$  
Lustre en cristal «SCHONBEK» 900 \$  
Meubler s'manger, 4 chaises, 2 fauteuils, table ovale avec extension, vaisselle, 3 000 \$  
Buffet «Louis XV» en bois de rose et violette importé d'Italie 4 000 \$  
Casse de vente «SUCCESSESOR» Guy-Paul Guertin 450-378-4120

**301**  
**ŒUVRES D'ART**

ACHETONS tableaux originaux de Normand Hudon et autres peintres renommés. (450)466-8920

**1er Anniversaire (9 février 2004)**

**20e Anniversaire (28 février 1985)**




**Claude Ryan**      **Madeleine Ryan (née Guay)**

Bien que février nous rappelle la douleur de votre départ et de votre absence, nous réjouissons de vous savoir ensemble et nous chérissons l'héritage d'amour, d'engagement, de générosité, de respect et de liberté que vous nous avez laissé.

Vos enfants Paul, Monique, Thérèse, Patrice, André et leurs familles.

**101**  
**PROPRIÉTÉS À VENDRE**

**MAGNIFIQUES LOFTS**  
740 à 2000 p.c.  
Bois franc, mur à la brique, foyer au gaz, rangement, sous-sol, ascenseur. À partir de 1100 \$/mois  
Info: 514-524-9650  
15, Notre Dame Ouest, Vieux-Montréal  
www.lesloftsdupalais.com  
www.appartouer.com

**101**  
**PROPRIÉTÉS À VENDRE**

**QUARTIER HISTORIQUE, VIEUX-LONGUEUIL**

Maison de style normand, 10 pièces, mezzanine, cuisine et salle de bain rénovées, foyer combustion EPS, chène, ardoise, granit, boiserie, garage, toit 1997, terrain 8600 p.c. Proximité écoles et métro. 540 000 \$  
(450) 677-8046  
preoutgagne@sympatico.ca

**101**  
**PROPRIÉTÉS À VENDRE**

AHUNTSIC - Total. rénové Cott. semi dét., 5 ou 6 ch., 1 sdb/étage, clim. 2 gar. www.monbum.net/users/320emville/ 735.000\$

ST-LEONARD Secteur recherché  
Superbe canadienne, 4 ch., 1 bureau, foyer, solarium, a/c etc. Grand terrain. 509 000\$. (514) 256-7175 (450) 244-5241

**160**  
**APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER**

LOFT QUARTIER INTERNETIONAL 1950\$im. Tl. incl. Internet incl. 514-440-9930 page. 514-325-0276

OUTREMONT - L'ÉMINENCE  
St-Joseph/Laurier 3 1/2 1100\$/1200\$ chauffés, tt équipés. Piscine, sauna. 514-272-8086

PETITE-PATRIE  
2 1/2 demi-s.s. Peinté à neuf pour non-fum. Électricité, eau ch., chauffage, poêle, frigo inclus. Références sérieuses exigées. Libre. 500\$. 514-279-0290

PLATEAU 5 1/2, rdc, rénové, 2 cdc, entr. lav/séch, cour. 1 300 \$/m 450-621-0311

PLATEAU Condo lumineux  
1 400 p.c., 6 1/2, 2 cdc, puits lumière, foyer, 5 électros, vue centre-ville. Poss. gar. int. 2 500 \$/m. 450-621-0311

PROMOTION  
POINTE-CLAIRE  
Magnifiques 1 et 2 s.s. À LOUER IMMÉDIATEMENT  
Prix abordable, près des services et centre commerciaux. Stat. ext. 514-697-4045

VERDUN/LA SALLE  
5 1/2 genre loft sur 2 étages. 2 min fleuve et piste cyclable. Boiserie, s. de lav., gr. balcon. Pas d'animaux. Idéal couple ou pers. seule. 875\$. Libre. 514-362-1285 90

VILLERAY-514 réno., h. duplex 2ch bois fr. métro Jany fr. peint, pas d'a nm. Libre 950\$/seul. 514-276-3317

**121**  
**ESTRIE**

**MONT SUTTON**  
Propriété privée sur un site enchanteur d'environ 7,3 acres, situé à 5 minutes de marche du centre-ville et à 5 minutes de voiture du Mont Sutton.  
- 2 chalets  
- Un étang pour la baignade, alimenté par 2 ruisseaux  
- Un pont en bois  
- Et plus  
- Tél.: 750 00 \$  
TÉL.: 1 450 538-3499  
Faites une visite virtuelle à www.suttonchalet.com

**AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS**

Veillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.

LE DEVOIR ne sera pas responsable des erreurs répétées.

Merci de votre attention.

Pour publication section décès

**Le mémoriel**  
www.lememoriel.com

**(514) 525-1149**

2190 Mont-Royal Est  
Montréal, Qc H2H 1K3  
Télex: (514) 525-7999

Tous les jours de 11h à 19h30

**MOTS CROISÉS**

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

1  
2  
3  
4  
5  
6  
7  
8  
9  
10  
11  
12

**140**  
**PROPRIÉTÉS DEMANDÉES**

Recherche grand espace  
Genre entrepôt, petite usine ou manufacture +/- 2000 p.c.  
GRAND MONTREAL  
Pour transformer en loft. 636-8373

**160**  
**APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER**

DECELLES (J.-Brillant)  
5 1/2 rénové, 3é, style loft, puits lumière, 2 ch., 3 électros, terrasse. Libre imm. 1200\$. 514-738-7533

DISCRIMINATION INTERDITE  
La Commission des droits de la personne du Québec rappelle que lorsqu'un logement est offert en location (ou sous-location), toute personne disposée à payer le loyer et à respecter le bail doit être traitée en pleine égalité, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge du locataire ou de et à ses enfants, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

LAURIER-NUTCHISON  
4 1/2 rénové, 4 électros, stat. inclus Libre imm. 1 495\$  
514-924-4363 514-844-7275

**162**  
**DEMANDE À PARTAGER**

OUTREMONT  
Près U de M et Ste-Justine. Très joli, ensoleillé. Libre jusqu'à fin juin. 500\$/i. compris. 514-217-2014

**164**  
**CONDOMINIUMS À LOUER**

CANAL LACHINE ancienne usine  
Luxueux 2+1 cdc, 2 s/b, a/c, 400 pc terrasse sur canal. 514-892-0089  
http://pages.vidotron.com/coondo109

CENTRE-VILLE  
LAVAL  
Construction neuve en béton. Ascenseur, unité clim ensoleillée. 2 c.c., foyer, a/c, jardin central. Près de tous les services. 1 700\$ 514-965-5030

**167**  
**MEUBLÉS**

N.D.G. métro Villa-Marie  
Studio chauffé et meublé. 350\$/m. Libre. Ref. 514-482-6830

Quartier trendy. Penthouse coin, qualité sup. 1000 p.c., coin ouest, 2 murs-terrasse, 2 200\$. 282-7578

**170**  
**HORS FRONTIÈRES À LOUER**

PARIS XVe \*\*\*  
Superbe appart. 319, meublé ancien, 1 équipé, 2-4 pers., parc. Disp. sem. mois. (450) 976-0262

À PARIS - 400 700 euros/sem.  
Bastille, Marais. xyzapi@yahoo.fr 011 33 675 524 579

PARIS - Canal St-Martin - Xe  
Charmant 3 1/2 tout équipé. 1 200\$/m. Avni à décembre. 33 6 12 02 08 17  
33 6 12 03 03 (cell.)  
tm@enerac.com

**307**  
**LIVRES ET DISQUES**

"Librairie Bonheur d'Occasion"  
achète à domicile livres de qualité en tout genre. (514) 914-2142 4487 de la Roche-Mt-Royal.

BOUQUINERIE ST-DENIS(4075)  
achète à domicile: arts, BD, photo, littérature. Serv. rapide. 288-5567

**320**  
**AMEUBLEMENT**

SET DE CHAMBRE 7 MCX.  
Couté 6 600 \$, demande 2 900 \$. 514-989-0173

SPA avec toutes les options. Jamais utilisé. Couté 9 100 \$. Vendu à 5 300 \$. 514-989-7488

TABLE DE BILLARD  
Ardoise et bois massif. Avec accessoires. Couté 4 600 \$, demande 2 300 \$. 514-889-7841

**435**  
**RESTAURANTS ET HÔTELLERIE**

**530**  
**COURS**

POUR CONNAÎTRE L'A B C du métier d'art de l'encadrement: atelier pratique de 30 heures pour débutants. 514-772-8046  
www.micromusee.com

**542**  
**MASSOTHÉRAPIE**

NOUVEAU SALON LILAS  
service personnalisé massage  
635 Provost Lachine 514-637-1979

**560**  
**ENTRETIEN, RÉNOVATION**

FONDATION JEUNES ET SOCIÉTÉ

LES ENFANTS DU MONDE ONT BESOIN DE VOTRE AIDE

▲ comme coopérant  
▲ comme bénévole  
▲ comme donateur

(514) 387-2541, poste 240

Nous vous aiderons à les aider  
www.monde.ca

**560**  
**ENTRETIEN, RÉNOVATION**

CONTRACTEUR GÉNÉRAL  
Spécialiste en rénovation intérieure  
Prix compétitif. RBQ2955147  
514-259-9266

**575**  
**DÉMÉNAGEMENTS**

G. JOOHN TRANSPORT INC.  
Déménagements de tous genres  
Spécialité: appareils électriques  
Assurance complète. 253-4374

SP Société canadienne de la sécurité en piscines  
1 800 280 7882 www.securiteenpiscines.com

**560**  
**ENTRETIEN, RÉNOVATION**

Besoin d'une AIDE MENAGÈRE honnête et responsable ?  
NE CHERCHEZ PLUS!  
Appelez Michèle pour un travail soigné.  
514-845-6889 après 19h  
Références sur demande

**560**  
**ENTRETIEN, RÉNOVATION**

FOUNDAIRE JEUNES ET SOCIÉTÉ

LES ENFANTS DU MONDE ONT BESOIN DE VOTRE AIDE

▲ comme coopérant  
▲ comme bénévole  
▲ comme donateur

(514) 387-2541, poste 240

Nous vous aiderons à les aider  
www.monde.ca

**HORIZONTALEMENT**

1 - Plein de fougue. - Réceptif.  
2 - Sans réflexion.  
3 - "Nouveau". - Mois. - Rad.  
4 - Se fait au pistolet. - Maladie maligne.  
5 - Ce qui sert d'excu... - Stérédian. - Produit un effet.  
6 - Dialecte québécois. - Découvert.  
7 - Refusez-vous. - Mesure chinoise.  
8 - Importance de qqch. - Lisière d'une forêt.  
9 - Homme politique français 1847-1919. - Pied de vers.  
10 - Désinence d'un verbe du 1er groupe. - Écorce de chène moulu. - Bourrer.  
11 - Sincérité. - Rivista.  
12 - OÙ à la vieillesse. - Feuillet superflu d'un imprimé.

**Solution d'hier**

**VERTICALEMENT**

1 - Fanfaronnade.  
2 - Remémoration. - Agace.  
3 - Donne une nouvelle direction. - Dans.  
4 - Considéré. - Fromage. - Triage.  
5 - Rendre semblable.

**530**  
**COURS**

POUR CONNAÎTRE L'A B C du métier d'art de l'encadrement: atelier pratique de 30 heures pour débutants. 514-772-8046  
www.micromusee.com

**542**  
**MASSOTHÉRAPIE**

NOUVEAU SALON LILAS  
service personnalisé massage  
635 Provost Lachine 514-637-1979

**560**  
**ENTRETIEN, RÉNOVATION**

Besoin d'une AIDE MENAGÈRE honnête et responsable ?  
NE CHERCHEZ PLUS!  
Appelez Michèle pour un travail soigné.  
514-845-6889 après 19h  
Références sur demande

**530**  
**COURS**

POUR CONNAÎTRE L'A B C du métier d'art de l'encadrement: atelier pratique de 30 heures pour débutants. 514-772-8046  
www.micromusee.com

**542**  
**MASSOTHÉRAPIE**

NOUVEAU SALON LILAS  
service personnalisé massage  
635 Provost Lachine 514-637-1979

**560**  
**ENTRETIEN, RÉNOVATION**

Besoin d'une AIDE MENAGÈRE honnête et responsable ?  
NE CHERCHEZ PLUS!  
Appelez Michèle pour un travail soigné.  
514-845-6889 après 19h  
Références sur demande

**530**  
**COURS**

POUR CONNAÎTRE L'A B C du métier d'art de l'encadrement: atelier pratique de 30 heures pour débutants. 514-772-8046  
www.micromusee.com

**542**  
**MASSOTHÉRAPIE**

NOUVEAU SALON LILAS  
service personnalisé massage  
635 Provost Lachine 514-637-1979

**560**  
**ENTRETIEN, RÉNOVATION**

Besoin d'une AIDE MENAGÈRE honnête et responsable ?  
NE CHERCHEZ PLUS!  
Appelez Michèle pour un travail soigné.  
514-845-6889 après 19h  
Références sur demande

**530**  
**COURS**

POUR CONNAÎTRE L'A B C du métier d'art de l'encadrement: atelier pratique de 30 heures pour débutants. 514-772-8046  
www.micromusee.com

**542**  
**MASSOTHÉRAPIE**

NOUVEAU SALON LILAS  
service personnalisé massage  
635 Provost Lachine 514-637-1979

**560**  
**ENTRETIEN, RÉNOVATION**

Besoin d'une AIDE MENAGÈRE honnête et responsable ?  
NE CHERCHEZ PLUS!  
Appelez Michèle pour un travail soigné.  
514-845-6889 après 19h  
Références sur demande

Pour soutenir l'effort quotidien des personnes atteintes de dystrophie musculaire, il faut beaucoup plus que des mots...  
IL FAUT UNE ACTION, UNE ACTION MUSCLÉE !

1.800.567.2236  
www.muscle.ca  
bureau du Québec

**Dystrophie musculaireCanada**  
Une action musclée